

David Sauvage (Rezistans ek Alternativ)

« L'ESA Study : notre législation ne permet

Membre du comité national de Rezistans ek Alternativ, David Sauvage est convaincu qu'un changement de paradigme est nécessaire pour s'attaquer au dérèglement écologique sans précédent dans lequel l'humanité est plongée. Ingénieur logiciel, David Sauvage milite pour l'adoption des logiciels libres, des données et standards ouverts, essentielle à la démocratisation de l'économie. Inventeur de la bouée de sarlon artisanale (composé de paille de canne à sucre) pour contrer la marée noire du MV Wakashio, il a co-animé la mobilisation écologique sur le waterfront de Mahébourg. Dans l'interview qui suit, David Sauvage parle de la nécessité de préserver les zones marécageuses car la législation actuelle ne permet pas de les sauvegarder.

Quel est votre état d'esprit par rapport à la crise écologique qui nous secoue en moment ?

L'humanité fait face à des défis sans précédent : restaurer l'équilibre des écosystèmes planétaires, aborder les causes racines qui ont provoqué cette crise, s'adapter aux conséquences du dérèglement écologique. Cela va jusqu'à remettre en question la capacité même de la vie à pouvoir se perpétuer, vie humaine mais aussi celle de millions d'espèces vivantes.

Pour Rezistans ek Alternativ, la première étape de notre mise en mouvement est de partager une compréhension commune de cette crise écologique. L'échelle du temps géologique est composée de cinq unités qui s'imbriquent les unes dans les autres, les âges, les époques, les périodes, les ères et enfin les éons.

Notre planète était jusqu'alors à l'éon du Phanérozoïque, à l'ère du Cénozoïque, à la période du Quaternaire, à l'époque de l'Holocène et à l'âge du Mégalayen. Mais voilà que nous sommes entrés dans une nouvelle époque, l'Anthropocène, caractérisée par l'impact de l'espèce humaine sur la planète. Le premier âge de cette époque est le Capitalinien, qui débute autour de 1950, tel que proposé par John Bellamy Foster and Brett Clark ; il se caractérise par le capitalisme industrialisé comme étant la première force de perturbations des écosystèmes planétaires à base d'activités humaines.

L'ensemble de l'humanité peut alors se mettre en mouvement pour réaliser une vision commune, mener le combat pour sortir de l'âge du Capitalinien et rentrer dans un nouvel âge, que je propose de nommer l'Harmonilien. Il se caractérise par l'harmonie au cœur du métabolisme social de l'humanité, conceptualisé par Karl Marx, et implique des valeurs et modèles économiques harmonieux entre les humains et avec la Nature. Voilà un objectif commun ambitieux à la hauteur de la crise sans précédent qui questionne l'existence de l'humanité. La République de Maurice pourrait se donner les moyens de devenir

leader mondial de cette quête, avec de nouveaux piliers économiques prometteurs, rayonnant sur l'océan Indien et dans le monde.

Enfin, à cela s'ajoute l'urgence. La science nous prévient qu'il faut agir rapidement, car il y a le risque que les écosystèmes planétaires soient trop impactés pour pouvoir retrouver leur fonctionnement nominal.

Vous comprenez alors l'importance de permettre au mauricianisme de fleurir, notre humanité multiple et indivisible, condition sine qua non pour pouvoir prendre en main notre destin commun.

Votre frère Sébastien Sauvage est quant à lui impliqué dans l'ONG Eco-Sud, comment vivez-vous cela ?

Cela amène des moments forts, par exemple lorsque nous allions avec des experts pour étudier les *Wetlands*, pioches en main. Cela peut aussi amener des tensions dans nos relations personnelles, c'est la vie. La collaboration objective qu'il y a eu entre Eco-Sud et Rezistans ek Alternativ pendant la crise du Wakashio a été un moment fort. Il y a parfois des confusions entre les frères Sauvage et j'en rigole. Et ce n'est pas tout, attendez voir que ma sœur s'en mêle !

Quel regard portez-vous sur la protection de l'environnement par les autorités ?

Kavy Ramano, ministre de l'Environnement, a récemment publié le *Master plan for the Environment in the Republic of Mauritius for the next decade*. Quoi de mieux que de le disserter ?

Depuis 2021, certains plastiques à usage unique relatifs à la restauration à emporter sont interdits. Parmi les quatre *Policies* identifiées, il manque une, celle d'élargir la liste des plastiques à usage unique interdit.

Mais voilà, cette *Roadmap* définit un objectif à long terme qui consiste à identifier d'autres plastiques à usage unique qui seraient problématiques en vue d'une interdiction dès 2030. Pourquoi attendre neuf ans

afin d'élargir la liste des plastiques à usage unique à interdire ?

Depuis 2020, *The Guardian* nous alerte que trois multinationales sont identifiées comme les plus grands pollueurs de plastique pour la troisième année consécutive. Pourquoi ne pas interdire la plus grande source de pollutions relatives aux plastiques à usage unique, c'est-à-dire les bouteilles de soda, dès à présent ?

Le ministre annonce le maintien du statu quo sans aucune remise en question du mode de production de cette industrie, alors qu'il suffit de revenir aux bouteilles en verre consignées.

Une étude publiée en 2021 appelle que selon le rapport de la FAO, Maurice a été le pays qui utilisait le plus de pesticides par km² de terres cultivées dans le monde en 2018 (2 795 kg par km²). En 2020, l'utilisation de pesticides a augmenté de 22% (3 418 kg par km²) par rapport aux trois dernières années.

Cette tendance est connue depuis les années 1970. Cette étude établit une corrélation statistiquement significative entre le taux d'utilisation de pesticides et le développement de certaines formes de cancer, comme le cancer du cerveau, des poumons, du colon, des reins, de la prostate et de la leucémie.

Les pesticides provoquent le déclin de la fertilité des sols, polluent la terre, l'eau et l'air, et ont un impact sur la santé publique.

Le cas d'écocide par le Chlordécone en Martinique/Guadeloupe est saisissant ; ce pesticide utilisé dans les bananeraies a contaminé la terre pour 400 ans, et 90% de la population adulte. Les populations antillaises présentent un taux d'incidence du cancer de la prostate parmi les plus élevés au monde.

À Maurice, le lien de cause à effet entre pesticides, herbicides et leurs taux d'incidence sur le cancer n'a pas encore été établi, mais nos politiques publiques se donnent-elles le moyen de l'établir s'il existe ? Dans cet état de fait, il est essentiel d'interdire les pesticides et herbicides qui sont considérés comme dangereux dans d'autres pays comme par exemple le Roundup de Monsanto, qui contient du glyphosate.

Le *Master Plan* annonce uniquement que le gouvernement fera la promotion pour l'utilisation de pesticides moins nocifs, sans aucune interdiction de pesticides. Pire, le *Master Plan* ne fixe même pas comme objectif de remédier aux inconsistances importantes de la législation existante qui empêche la régulation des pesticides, ou encore de respecter les conventions internationales relatives aux pesticides dont Maurice est déjà signataire.

L'Environmentally Sensitive Area



(ESA) *Study* de 2009 propose deux options quant à la protection des ESAs dans la loi. La première consiste à modifier l'ensemble des lois existantes, et la seconde de faire passer une nouvelle loi, l'*ESA Act*. Dans les deux cas, des *Drafts* ont été rédigés. Depuis plus de 13 ans, il reste donc de faire le choix pour protéger nos ESAs. Il est important de rappeler que l'*ESA Study* 2009 établit que la législation actuelle ne permet pas la protection des ESAs.

Rezistans ek Alternativ a assumé ses responsabilités et a publié l'*ESA Study* 2009. Nous militons depuis pour l'adoption d'une *ESA Act*, après une consultation nationale.

Mais voilà que ce *Master Plan* amène une régression de plus de 13 ans, et annonce qu'au lieu de procéder à un choix, il mettra en place une *Streamline Coordination* pour gérer les ESAs. Simplement un comité de coordination ! Pas de loi !

Et pour cela, il ne trouve rien de mieux que de s'appuyer sur un rapport du PNUD, avec pour référence une page 111 qui n'existe pas car ce rapport en comporte 95. Le *Master Plan* dit vouloir éviter la première proposition car la modification de l'ensemble des lois existantes y serait trop fastidieuse et prendrait trop de temps à l'Assemblée nationale, mais aucun argument n'est présenté pour justifier la non-adoption d'une *ESA Act*. Une telle démarche relève de la négligence, surtout dans le contexte de l'urgence écologique.

Dans la section 4.6.3 du *Master Plan*, un objectif long terme est de

modifier l'article 8 (1) de la Constitution afin de permettre à la Compulsory Acquisition de certaines terres pour la protection des ESAs. Voilà qui justifie l'inaction du gouvernement en ce sens, car il n'est pas en mesure d'amender notre Constitution.

Or, l'article 8 (1) de la Constitution permet déjà à l'État de procéder à une *Compulsory Acquisition* des terres relatives aux ESAs. En effet, elle répond déjà aux critères établis dans l'article 8 (1) (a) de la Constitution, soit des raisons de *Public Safety*, *Public Health*, *Town and Country Planning*, *Public Benefit*, et encore *Social and Economic Well-Being of the People of Mauritius*.

Ce *Master Plan* ressemble de plus en plus à un tour de passe-passe qui tente de justifier de manière pitoyable l'inaction du gouvernement en matière de politique environnementale, et surtout de ne pas déranger les intérêts du grand capital.

Afficher le vœu pieux de protéger la biodiversité sur 10 ans, et dans le même temps ne pas adopter l'*ESA Act* pour protéger les ESAs, véritable cœur de la biodiversité est un non-sens.

Lors de la COP15 sur la biodiversité, des pays du monde entier se sont mis d'accord pour protéger 30% des océans et des terres d'ici 2030. *Rezistans ek Alternativ* propose de déclarer la Zone économique exclusive de la République de Maurice comme Bien Commun, patrimoine de l'humanité, réserve de biodiversité. Et ensuite de s'engager avec les peuples de l'océan Indien pour étendre ce statut à l'en-

pas de protéger les zones sensibles »

semble de l'océan Indien, Zone de paix et Bien commun de l'humanité.

Cela implique la fin des accords de pêche industriels destructeurs, l'arrêt des projets d'extraction d'énergie fossile en eaux profondes, et la démilitarisation de l'océan Indien !

Ce gouvernement lance à la fois une politique d'extraction des énergies fossiles dans les eaux territoriales et en même temps la réduction de la dépendance aux énergies fossiles à partir de 2050. Cherchez l'erreur.

Par ailleurs, se servir de la cause écologique et en particulier du mécanisme de *Marine Protected Area* pour satisfaire des intérêts autres dans les négociations concernant les Chagos est inacceptable.

Les notions de justice, de réparation, de "loss and damage" sont au cœur des blocages concernant les processus COP depuis ses débuts. Aucune mention du mot « justice » n'est présente dans le *Master Plan*, alors que les injustices relatives à la crise écologique sont déjà disséminées dans notre société et exacerbées à chaque épisode de crise; sécheresses, inondations, canicules, non-accès à l'eau potable, pandémie, non-accès à l'énergie.

Il est essentiel d'aborder la question de justice écologique, cela sur plusieurs plans, au niveau des pays, la dette écologique de l'Europe ou encore des pays de l'Asie envers Maurice relative aux accords de pêche. Ensuite, au niveau des multinationales, la dette écologique relative à leurs activités sur notre territoire. Enfin à la dette écologique des grands conglomérats concernant les industries de la canne à sucre, du tourisme, du foncier, du plastique à usage unique, de la pêche destructrice, du textile.

Ce sont des sujets qui provoquent des levées de boucliers, mais nous devons apprendre des erreurs du passé, et créer les conditions pour s'inscrire dans le futur en toute solidarité.

C'est un *Master Plan* scandaleux, il y a des choix graves qui sont faits dans l'intérêt du grand capital, au détriment de l'intérêt public, de nos trésors vivants, ces boucliers naturels qui sont le plus en capacité de nous protéger dans cette crise majeure de l'humanité.

Ce master plan montre clairement que sur les points stratégiques concernant la capacité de notre république à développer sa résilience face à la crise écologique, le ministre de l'Environnement ne défend pas l'intérêt public et n'assume pas la responsabilité que doit porter son ministère. Nous en appelons à sa démission.

Au sein de Rezistans ek Alternativ, vous avez lancé un appel pour un projet de changement de Constitution. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

Le meurtre du chef agent MSM, Soopramanien Kistnen, dans la circonscription de Quartier-Militaire/Moka restera comme une page noire dans l'histoire politique post-indépendance du pays. La publication d'extraits du rapport judiciaire montre comment de nombreux organismes de l'État sont intervenus pour étouffer ce crime. Une ligne rouge a été franchie, et *Rezistans ek Alternativ* assume sa responsabilité devant l'histoire.

Face à cette crise démocratique majeure, dans le contexte de la crise écologique et géopolitique, *Rezistans ek Alternativ* a lancé une proposition pour l'émergence d'une force unitaire qui rassemble les partis d'opposition parlementaire et extra parlementaire, mais aussi les forces syndicales, associatives, les mouvements pour l'émancipation des femmes et de la jeunesse afin d'amener un changement constitutionnel majeur et d'initier la transition vers une République de Maurice harmonieuse.

On pourrait considérer les prochaines élections générales comme une élection référendaire sur les grands enjeux de notre république, comme en 1967 au moment du choix pour l'indépendance.

Nous proposons cinq points, comme les cinq doigts d'une main:

■ Démocratie

- Processus électoral non communal, avec une dose de proportionnelle sur les idées politiques, avec le droit des citoyens de révocation des députés. Les financements politiques placés hors des sphères mafieuses et du grand capital.

- Implication des citoyens dans les décisions politiques de leurs localités et du pays sur les principes de la démocratie participative.

- Protection du socle de la démocratie locale et régionale.

■ Géopolitique

- Non-alignement sur les puissances qui s'inscrivent dans des dynamiques de guerres et de destruction du patrimoine naturel.

- S'inscrire comme gardien de la paix, et oeuvrer pour établir l'océan Indien comme une zone de Paix.

■ Écologie

- Inscrire les droits de la Nature dans la Constitution, et reconnaître la destruction du patrimoine Naturel comme un crime.

- Déclarer l'océan sous notre responsabilité comme patrimoine mondial de l'humanité, réserve de la biodiversité.

■ Transcender notre histoire

- Dans le préambule de la Constitution, reconnaître que notre pays a été fondé dans la période de l'esclavage, reconnu comme un crime contre l'humanité

- Reconnaître notre mauricianisme, c'est-à-dire notre humanité multiple et indivisible.

■ Droits humains

- Garantir les droits sociaux, économiques, politiques et culturels pour tous les citoyens de la république.

C'est sur cette base que *Rezistans ek Alternativ* articule sa mise en mouvement dans le cadre des prochaines élections municipales et générales. C'est bien l'adhésion populaire à ce projet qui nous permettra d'établir un rapport de force qui poussera les partis politiques traditionnels à adopter cet agenda politique qui permet au peuple de reprendre le pouvoir.

Quelles ont été les retombées des rencontres avec les dirigeants politiques de l'opposition ?

Les rencontres ont été cordiales, avec beaucoup d'intérêt de part et d'autre, mais nous ne sommes pas dupes quant aux intentions de chacun. Le plus important me semble l'adhésion que provoque cette proposition chez les citoyens déçus, pour ne pas dire dégoûtés de la politique dite traditionnelle.

Aussi, de nombreuses personnes traditionnellement ancrées dans les partis politiques traditionnels sont très enthousiastes à l'idée d'apporter enfin un changement qualitatif à notre démocratie. Il faut garder à l'esprit que les grandes mises en mouvement populaires de 2020 se sont faites hors des sphères des partis politiques traditionnels, et qu'il semblerait que 50% de l'électorat ne se retrouvent pas dans les partis politiques traditionnels. Ce regroupement unitaire peut tout à fait se faire hors des partis traditionnels s'ils n'arrivent pas à se libérer de leur carcan.

Rezistans ek Alternativ s'oppose à l'ouverture des négociations avec les Britanniques sur le dossier Chagos. Pouvez-vous nous dire pourquoi ?

Nous demandons l'arrêt des négociations secrètes qui sont en cours avec l'État britannique à propos de l'avenir des Chagos une fois la souveraineté des Chagos rétablie dans le droit international. Le peuple de la République de Maurice, dans son ensemble et incluant nos sœurs et frères des Chagos, doit pouvoir se prononcer à ce sujet. Un mandat démocratique clair doit être formulé. C'est pourquoi cela doit faire partie des enjeux discutés lors des prochaines élections générales.

Pourquoi Rezistans ek Alternativ dit qu'il n'a aucune raison valable de remettre en question la version des faits de Bruneau Laurette ?

Concernant l'affaire Kistnen, nous partons du préambule que dès lors que plusieurs organismes de l'État sont en mesure d'étouffer à ce point un tel crime, tel que révélé par les

extraits du rapport de l'enquête judiciaire, tout type d'abus est alors possible par ce gouvernement.

Ensuite, il ne faut pas oublier que Bruneau Laurette s'est vu confier les *Kistnen Papers*, qui ouvrent la dimension du non-respect des règles électorales, avec des conséquences potentiellement très graves sur les trois élus MSM du numéro 8.

Suite à la lettre envoyée par *Rezistans ek Alternativ* à la Commission électorale (EC) et l'*Electoral Supervisory Commission* (ESC), la Commission a référé le cas au commissaire de police et une enquête a été ouverte.

Enfin, Bruneau Laurette dénonce avec force des comportements mafieux et certaines ramifications du trafic de drogue avec les sphères du pouvoir.

Il est extrêmement grave pour notre démocratie qu'une grande partie de nos institutions ait perdu autant en crédibilité durant les deux mandatures de ce gouvernement.

D'après vous, le gouvernement a-t-il la volonté politique d'éliminer la déclaration obligatoire d'appartenance ethnique pour être candidat à une joute électorale ?

Ce gouvernement a franchi une première ligne rouge en 2019, lorsqu'il a réintroduit la déclaration communale d'une manière machiavélique au lieu de perpétuer le fait que celle-ci ne soit pas obligatoire, comme spécifié dans le mini amendement constitutionnel de 2014. Sur cette base, nous avons assumé nos responsabilités et appelé l'électorat à ne pas voter pour le MSM et l'Alliance Morisien.

L'assise du MSM repose désormais sur sa capacité à raviver le venin communal sur des sections spécifiques de l'électorat. Cela n'est pas dans l'intérêt de la nation. Nous devons toutes et tous faire vibrer ce bouclier démocratique qu'est le mauricianisme, notre humanité multiple et indivisible pour permettre ce saut politique qualitatif essentiel au maintien de notre démocratie.

Rezistans ek Alternativ propose un gouvernement de transition. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Tout d'abord, il faut assumer le fait que les différentes formations politiques qui seraient au sein de ce front unitaire ne partagent pas forcément les mêmes idéologies et orientations économiques. Dans ce cas, un mandat long n'est pas envisageable.

Ensuite, le cadre d'opération du Parlement actuel est limité de par le modèle du *First Past The Post* et les bugs de la législation existante. Ainsi, il est important de basculer rapidement dans le nouveau cadre démocratique que l'on prône, et cela implique de réduire ce mandat aussi bien dans

« Ce master plan ressemble de plus en plus à un tour de passe-passe qui tente de justifier de manière pitoyable l'inaction du gouvernement en matière de politique environnementale, et surtout de ne pas déranger les intérêts du grand capital »

la durée que dans son périmètre.

Il s'agit alors de déployer deux bouées démocratiques, une pour la nouvelle Constitution et l'autre pour la réforme électorale. Une fois ces deux bouées déployées, nous relançons les élections qui se feront alors dans un cadre sain, et de même la nouvelle disposition du parlement sera saine, car issue de la proportionnelle, avec les élus soumis à la révocation des citoyens, et en toile de fond l'exigence forte découlant du choix d'un peuple à prendre en main son destin commun.

On pourrait plutôt parler d'un *Caretaker Government* pendant cette transition. Il s'agit de mettre à jour le logiciel de notre démocratie et de le redémarrer, en s'occupant principalement des affaires courantes pendant la mise à jour du logiciel.

Seriez-vous candidat aux prochaines élections municipales ou générales ? Si oui pourquoi et dans quelle ville ?

J'habite Vacoas, dans la circonscription No 16. Je suis l'inventeur de la bouée artisanale de sarlon et de paille de canne à sucre pour contrer la marée noire du Wakashio. Ces semaines passées au *Waterfront* de Mahébourg à co-animer la plus grande mobilisation écologique de notre histoire ont été les plus grands moments d'expérience collective de ma vie !

Imaginez la ville de Vacoas et les régions avoisinantes qui se mettent en mouvement pour s'émanciper, s'attaquer aux problèmes des citoyens dans le même esprit que la mobilisation populaire que nous avons vécue pendant la marée noire du Wakashio ! Nous pourrions déplacer des montagnes ! Allons-y !

Est-ce que Rezistans ek Alternativ se présentera seul aux élections ?

La dynamique dans laquelle nous nous inscrivons montre que nous souhaitons aller aux élections générales au sein d'un front unitaire, en articulant ce projet de changement constitutionnel avec les élections municipales.

Rezistans ek Alternativ est plus un mouvement politique qu'un parti, nous invitons les citoyens à se mettre en mouvement, et nous sommes à leurs côtés pour cheminer ensemble. Ceux qui se battent à leur niveau pour défendre des causes que nous partageons, et qui sont sensibles à l'appel et aux valeurs de *Rezistans ek Alternativ* seront toujours les bienvenus.